

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1935.

N°

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT EN MÉDECINE
(DIPLÔME D'ÉTAT)

102

PAR

Hermann WOLF

Né le 17 Avril 1904 à Darabani (Roumanie)

**Une controverse
autour de la prostitution :**
Réglementation ou abolition ?

Président : M. TANON, Professeur

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, GALERIE BEAUJOLAIS (PALAIS-ROYAL)

—
1935

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1935.

N°

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLÔME D'ÉTAT)

PAR

Hermann WOLF

Né le 17 Avril 1904 à Dărabani (Roumanie)

Une controverse autour de la prostitution : *Réglementation ou abolition ?*

Président : M. TANON, Professeur

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, GALERIE BEAUJOLAIS (PALAIS-ROYAL)

1935

I. — PROFESSEURS

Anatomie	ROUVIERE.
Anatomie médico-chirurgicale et chirurgie expérimentale	PROUST.
Physiologie	Léon BINET.
Physique médicale	STROHL.
Chimie médicale	DESGREZ.
Bactériologie	Robert DEBRÉ.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales	BAUDOUIN.
Pathologie médicale	CLERC.
Pathologie chirurgicale	CHEVASSU.
Anatomie pathologique	ROUSSY.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Thérapeutique	LOEPER.
Hygiène et médecine préventive	TANON.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	LAIGNEL-LAVASTINE.
Pathologie expérimentale et comparée	FIESSINGER.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	Maurice VILLARET.
Clinique médicale	ACHARD.
»	BEZANÇON.
»	CARNOT.
»	Marcel LABBÉ.
Hygiène et clinique de la première enfance	LEREBOULET.
Clinique des maladies des enfants	NOBECOURT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GOUGEROT.
Clinique des maladies du système nerveux	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses	LEMIERRE.
Clinique chirurgicale	GUNEO.
»	GOSSET.
»	GRÉGOIRE.
»	LENORMANT.
Clinique ophtalmologique	TERRIEN.
Clinique urologique	MARION.
Clinique d'accouchements	Pierre DUVAL.
»	COUVELAIRE.
»	JEANNIN.
Clinique gynécologique	J.-L. FAURE.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	OMBREDANNE.
Clinique thérapeutique médicale	RATHERY.
Clinique oto-rhino-laryngologique	LEMAITRE.
Clinique thérapeutique chirurgicale	Pierre DUVAL.
Clinique propédeutique	SERGEANT.
Clinique de la Tuberculose	Léon BERNARD.
Clinique chirurgicale orthopédique de l'adulte	MATHIEU.
Professeurs sans chaire	HOVELACQUE.
»	MULON.
»	OLIVIER.
»	VERNE.



II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

ALAJOUANINE Neurol. et Psychiâtrie.
BENARD (Henri) Pathologie médicale.
BERNARD (Etienne) . . Pathologie médicale.
BOULIN Pathologie médicale.
BROCC Patholog. chirurgicale.
BULLIARD Histologie.
CATHALA Pathologie médicale.
CHABROL Pathologie médicale.
CHEVALLIER Pathologie médicale.
DOGNON Physique.
DONZELOT Pathologie médicale.
FEY Urologie.
GALLIARD Parasitologie.
GASTINEL Bactériologie.
GATELLIER Patholog. chirurgicale.
DE GAUDART D'ALLAINES Patholog. chirurgicale.
GAYET Physiologie.
GIROUD Histologie.
HAGUENAU Pathologie médicale.
HALPHEN Oto-rhino-laryngol.
HAZARD Pharmacologie.
HUGUENIN Anatomie pathologiq.
JOANNON Hygiène.
LABBÉ (Henri) Chimie biologique.
LACOMME Obstétrique.

MM.

LANTUEJOUL Obstétrique.
LAROCHÉ (Guy) Pathologie médicale.
LEMAIRE Pathol. expérimentale.
LEVEUF Patholog. chirurgicale.
Mlle J. LÉVY Pharmacologie.
LEVY-VALENSI Neurol. et Psychiâtrie.
MOREAU Pathologie médicale.
MOULONGUET Patholog. chirurgicale.
MOUQUIN Pathologie médicale.
OBERLING Anatomie pathologiq.
PETIT-DUTAILLIS . . . Patholog. chirurgicale.
PIEDELIEVRE Médecine légale.
PORTES Obstétrique.
QUENU Patholog. chirurgicale.
RICHET Physiologie.
SANNIE Chimie biologique.
SENEQUE Patholog. chirurgicale.
SEZARY Dermatol. et syphiligr.
TROISIER Pathol. expérimentale.
TURPIN Pathologie médicale.
VALLERY-RADOT
(Pasteur) Pathologie médicale.
VELTER Ophthalmologie.
VIGNES Obstétrique.
WILMOTH Patholog. chirurgicale.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE

POUR LE SERVICE DES EXAMENS

MM.

ALGLAVE Pathologie chirurgic.
BUSQUET Pharmacologie.
CHAILLEY-BERT Physiologie.

MM.

LEROUX Anatomie pathologiq.
LEVEU-LEMAIRE Parasitologie.
ZIMMERN Physique.

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE

A TITRE PERMANENT

MM.

ABRAMI Clinique médicale.
AUBERTIN Clinique médicale.
BRULÉ Clinique médicale.
CHIRAY Clinique médicale.
DUVOIR Clinique médicale.
HARVIER Clinique médicale.
LIAN Clinique médicale.
BASSET Clinique chirurgicale.
CADENAT Clinique chirurgicale.

MM

HEITZ-BOYER Clinique chirurgicale.
MOCQUOT Clinique chirurgicale.
MOURE Clinique chirurgicale.
SCHWARTZ Clinique chirurgicale.
ECALLE Clinique Obstétricale.
GUENIOT Clinique obstétricale.
LE LORIER Clinique obstétricale.
LEVY-SOLAL Clinique obstétricale.
METZGER Clinique obstétricale.

V. — CHARGÉS DE COURS

MM.

CHAILLEY-BERT, agrégé	Education physique.
FREY	Stomatologie.
LEDOUX-LEBARD	Radiologie clinique.
WEIL-HALLÉ	Puériculture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR TANON

*Qui nous a fait l'insigne honneur d'accepter
de présider notre thèse inaugurale.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Il n'y a rien de plus difficile à définir que les notions les plus banales, que les mots que l'on prononce tous les jours et que l'on croit comprendre parfaitement bien. Il en est ainsi de la prostitution. Nous en avons trouvé de multiples définitions et aucune ne nous a paru suffisamment précise pour pouvoir l'adopter sans réserves. Nous allons donc tenter de dégager les caractéristiques essentielles de cette notion.

La prostitution est avant tout un phénomène social, c'est-à-dire qu'elle est constituée par un ensemble de faits : 1° s'insérant dans les cadres d'une société ; 2° relativement indépendants de l'individu. Autrement dit, la prostitution est représentée par une catégorie sociale que, pour la définir, il s'agit de délimiter. Or, en tant que phénomène social, la prostitution peut revêtir des aspects infiniment variés, selon le degré et la forme de la civilisation dans laquelle on l'envisage. Ensuite, toujours en tant que phénomène social, elle est solidaire des transformations que subit le cadre social dont elle fait partie, en s'adaptant aux nécessités nouvelles et en conservant des caractères anciens. Il en résulte qu'une définition de la prostitution applicable à tous les temps et à tous les lieux est très difficile à formuler. Enfin, cette difficulté est encore accrue par le fait que la notion de prostitution se compli-

que nécessairement de considérations juridiques, morales, médicales, psychologiques, etc...

Dans ces conditions, et pour simplifier notre tâche, nous nous bornerons à chercher une définition de la prostitution surtout dans les cadres de notre civilisation occidentale actuelle, à bases judéo-chrétiennes et helléno-romaines, et pour nous aider, nous partirons d'une définition classique, développant l'adage du Digeste *palam, sine delectu, pecunia accepta*. La prostitution est le fait d'une femme qui « publiquement et sans amour se livre au premier venu moyennant une rétribution pécuniaire ». (Regnault). Comme nous l'avons dit, cette définition nous paraît insuffisante, et l'on doit donner au terme prostitution un sens à la fois plus large et plus précis.

Tout d'abord, la prostitution ne se limite pas seulement à la femme. La prostitution masculine a existé dans l'Antiquité et existe encore actuellement dans tous les pays primitifs et civilisés à des degrés variables. Il faut ensuite s'entendre sur la portée du terme « publiquement ». Si le législateur ne peut ou ne veut prendre en considération que les faits de notoriété publique, il n'en est pas ainsi du sociologue, du psychologue, du médecin ou du moraliste. D'ailleurs, même pour le législateur, le caractère de publicité dépend des lois, règlements ou mesures qu'il aura lui-même édictés et a par conséquent un sens des plus élastiques. La restriction « sans amour » est vague et celle du texte du Digeste *sine delectu* n'est aucunement nécessaire. Nous préférons les remplacer par le terme « sans éprouver d'attrait personnel ». Quant « au premier venu » cela est sujet à discussion, car le ou la prostituée ont tou-

jours eu et ont encore la possibilité d'un certain choix dans leur clientèle. Très élevée dans certains cas, allant jusqu'à la libre disposition de soi-même la plus complète, cette possibilité ne disparaît que dans les catégories les plus basses. Il reste le fait de la rétribution pécuniaire qui semble être le caractère le plus constant de la prostitution. Remarquons cependant que, dans des cas assez nombreux, la rétribution pécuniaire peut être remplacée par des dons en nature ou simplement par l'acquisition d'un avantage matériel ou moral quelconque.

D'ailleurs, lorsqu'on atteint certaines limites, la notion de la prostitution se perd dans les nuances. Ainsi une femme entretenue par un seul ou par un petit nombre d'hommes doit-elle être considérée comme une prostituée ? Si l'on répond par l'affirmative, toute la définition que nous venons de commenter peut s'appliquer terme à terme à un certain nombre de mariages, et c'est peut-être là ce que nous lui reprochons le plus. Si, au contraire, on répond par la négative, on limite considérablement l'étendue de la notion.

Les besoins sexuels de l'humanité semblent suivre toujours deux voies : la création d'une famille et la perpétuation de l'espèce d'une part, et un besoin de luxe, un surplus d'activité d'autre part. C'est ce dernier besoin qui a donné naissance à la prostitution, et à notre avis, de ce fait découlent deux caractères essentiels à ajouter aux définitions classiques : dans la prostitution, l'acte sexuel est pratiqué en dehors du milieu familial ; l'acte sexuel est pratiqué sans but procréateur. Ces notions nous serviront lorsque nous envisagerons la place de la prostitution dans la société moderne.

Nous arrivons ainsi à proposer la définition suivante : la prostitution est un phénomène social qui consiste dans la pratique de l'acte sexuel en dehors du milieu familial, sans but procréateur, sans éprouver d'attrait personnel pour le partenaire et en vue d'obtenir un avantage matériel. Nous appellerons prostitué (e) tout individu qui pratique la prostitution d'une manière habituelle.

ESQUISSE HISTORIQUE

Nous ne ferons dans ce chapitre qu'esquisser les principales phases de l'évolution de la prostitution afin d'en tirer quelques enseignements quant à sa signification. Malgré l'intérêt, à la fois instructif et pittoresque, de la prostitution exotique, nous aurons surtout en vue l'histoire méditerranéo-occidentale. Nous avons emprunté la plupart de nos données aux ouvrages de Regnault, Decante et Libérato.

Les origines de la prostitution, comme celles de toute institution sociale, se perdent dans la nuit des temps. On peut affirmer, à la suite de nombreux auteurs (Sabatier, Hubert, J. Bloch, Pappritz, etc.), qu'on ne connaît guère de société humaine dans laquelle la prostitution n'existe à un degré plus ou moins prononcé.

Certains anthropologues voulaient voir dans la prostitution un retour atavique à une promiscuité primitive. Or, cette promiscuité primitive semble être une hypothèse des plus problématiques. En effet, les naturalistes ont démontré que les singes, et notamment les anthropoïdes, ne vivent pas dans la promiscuité, et que le gorille, par exemple, chasse ses fils quand ils deviennent pubères. D'autre part, on ne connaît aucun peuple primitif pratiquant le communisme sexuel et les récits des voyageurs affirmant le contraire ont été tous controuvés.

Les seules formes primitives connues de la prostitution sont les suivantes : la prostitution hospitalière, la prostitution sacrée et la prostitution familiale, dont sont dérivées par la suite la prostitution d'Etat, la prostitution mercenaire et la prostitution indépendante.

La prostitution hospitalière, à notre avis, n'a vraisemblablement rien de commun avec les faits que nous étudions, ou si jamais il y a eu lien, sa signification est perdue pour les observateurs actuels. Il s'agit de cette hospitalité poussée à l'extrême qui consiste à livrer à l'hôte les filles de la famille et parfois même la femme du maître de la maison, comme nous le relate par exemple Bougainville après ses voyages à la Nouvelle Cythère. Mais de ces relations mêmes, on peut déduire qu'il s'agit simplement de l'extension peut-être excessive des lois de l'hospitalité.

Par contre, la prostitution sacrée paraît incontestablement l'une des origines les plus authentiques de notre prostitution actuelle. Dans la prostitution sacrée, la prostituée devient prêtresse. Dans un certain nombre de religions, les rites exigent que les prêtresses se livrent au premier venu soit d'une façon permanente, soit d'une façon temporaire à l'occasion des fêtes du sanctuaire, soit même une seule fois dans la vie, d'une manière impérative ou à la suite d'un vœu. Le « client » de la prêtresse devait verser une somme d'argent ou des dons en nature, perçus le plus souvent par le prêtre, et qui servaient à l'entretien du culte. Le recrutement pour cette prostitution sacrée était essentiellement familial. Les familles les plus notables du peuple n'hésitaient pas à livrer leurs filles à ces cultes, et

devenir prêtresse de cette façon n'entraînait aucune dégradation sociale. Bien au contraire, ces prostituées avaient droit à bien plus de respect que les mères de famille, elles jouaient parfois des rôles politiques importants et souvent érigeaient grâce aux fortunes énormes dues à leur sacerdoce, des temples et des monuments publics. On trouve dans l'Antiquité de nombreux exemples de prostitution rituelle, en Egypte, en Chaldée, à Babylone, dans l'Inde, en Perse, en Lydie, en Phénicie, en Grèce et même chez les Romains.

Il faut faire une place à part à la prostitution familiale, qui ne se pratique d'ailleurs que dans les pays où existe le Culte des Ancêtres, Chine et Japon. Dans ce culte, l'autorité paternelle est absolue et, au contraire, les filles sont frappées d'une incapacité rituelle totale. Très souvent, les parents et surtout s'ils sont pauvres, louent ou vendent leurs filles aux fins de prostitution, sans que cela soit considéré le moins du monde comme immoral. Bien au contraire, il arrive fréquemment que, par piété filiale, des filles s'engagent comme muitsaïs ou comme geishas ou même se vendent comme esclaves prostituées pour payer les dettes de leurs parents, et s'attirent ainsi la considération générale.

C'est chez les Grecs que l'on saisit le passage entre la prostitution sacrée et la prostitution d'Etat. La première y fut pratiquée à l'occasion des fêtes des Aphrodisées, des Aloennes, etc., dans les cultes de Vénus Pandemos, de Cybélé, etc., empruntés aux religions asiatiques. Les mystères d'Adonis donnaient lieu à la prostitution homosexuelle. Mais à Athènes, sous la domination de Solon, il se produisit un événement considérable dans l'histoire, la lai-

cisation de la prostitution. Ce législateur ouvrit la première maison publique, le dictérion, qui était institution d'Etat, régie par un fonctionnaire, le portotopos, chargé d'acheter les esclaves, les dictériades, et de percevoir les bénéfices, qui alimentaient les caisses du Trésor public. Malgré sa laïcisation, le dictérion conserve quelques-uns de ses caractères religieux : il constitue une sorte d'annexe du temple d'Aphrodite et comme tel, jouit des privilèges des lieux d'asile.

Par la suite, l'évolution se fit rapidement. Tout d'abord, le dictérion fut donné en fermage à des particuliers tout en restant sous le contrôle municipal. Bientôt, à côté des dictérions, s'ouvrirent des maisons libres concurrentes et enfin apparurent les courtisanes isolées, véritables filles en carte de l'époque. La haute galanterie ne tarda pas à se séparer de la basse prostitution du Pyrée, quartier primitivement réservé, pour se grouper autour du Céramique, et ce furent les hétaires et les aulétrides. Après quelques essais de résistance, l'Etat ne s'intéressa plus qu'aux bénéfices sur lesquels il préleva une part importante.

Rome nous présente une répétition de l'histoire grecque, avec ses fêtes orgiaques d'abord (Priapées, Lupercales, Dionysiaques, etc..), et plus tard avec une réglementation plus précise encore, inspirée principalement de préoccupations fiscales, et qui crée la première police des mœurs. A côté des maisons publiques (lupanaria), il y a à Rome des prostituées libres, les meretrices, autorisées par une *licentia stupri*, et bien entendu des prostituées clandestines (*prostibulae*, *ambalutrices*) que la police poursuit avec sévérité.

Aux temps de l'Empire romain, une transformation radicale des mœurs s'opère, qui change la place de la prostitution dans la société. Celle-ci perd ses caractères d'honorabilité qu'elle tenait de ses origines religieuses et il devient indécent de fréquenter les prostituées. Cette transformation est certainement due, au moins en grande partie, à la diffusion du christianisme.

Ceci nous amène à parler de la prostitution chez les Hébreux. Deux traits caractérisent la législation judaïque, dès les temps légendaires de Moïse : une préoccupation morale et une préoccupation sanitaire. Au milieu des débordements des peuples cananéens, les lévites ne connaissent pas le proxénétisme des prêtres de Baal, mais édictent des lois sévères pour extirper la prostitution. « Il n'y aura point de prostituée parmi les filles d'Israël, et il n'y aura point de prostitué parmi les fils d'Israël ». (Deut. Chap. XXIII). Les coupables sont passibles de la mort par lapidation. En même temps les lévites président à la prophylaxie et les prescriptions hygiéniques abondent dans la Bible. « Tout homme qui a un écoulement est impur par là... Lorsqu'il sera guéri de son flux, il comptera sept jours pour sa purification, il lavera ses vêtements, lavera son corps, etc. » (Lév. Chap. XV). Malgré ces lois rigoureuses, il ne semble pas que les Hébreux, surtout ceux des classes supérieures, aient résisté toujours aux attraita des cultes cananéens.

Le christianisme reprit les conceptions de l'ancienne Loi en les étendant même aux péchés moraux : la concupiscence est un péché mortel au même titre que la prostitution matérielle. Mais en distinguant le péché du pécheur, il posa pour la pre-

mière fois le problème si moderne du relèvement de la prostituée. Ces idées gagnèrent avec rapidité les couches profondes de la population de l'Empire romain et créèrent un courant d'opinion suffisant, à notre avis, pour expliquer les tentatives de répression d'Alexandre Sévère, d'Ulpien, de Dioclétien et de Maximilien, avant même la conversion de Constantin. Ils y échouèrent d'ailleurs comme échouèrent par la suite Constantin, les deux Théodose, Justinien, malgré des efforts énergiques. Ajoutons cependant que certains Pères de l'Eglise, à l'exemple de Solon et de Caton le Censeur, considérèrent la prostitution comme un mal nécessaire. « Aufer meretrices de rebus humanis, dit Saint Augustin, turbaveris omnia libidinibus. »

Voilà les différentes conceptions qui dominèrent le problème de la prostitution dans les nouveaux états chrétiens qui se formèrent sur les ruines de l'Empire. Charlemagne, Louis le Débonnaire, Saint Louis, dans les premières années de son règne, combattirent la prostitution et édictèrent les peines les plus sévères contre les prostituées. Mais avant de partir pour la dernière croisade, Saint Louis eut le sincère courage de reconnaître la vanité de ses efforts et réglementa le mal. La prostitution s'organisa en corporation, soumise à des taxes spéciales ; elle eut à sa tête un « roi des ribaudes », titre que l'on trouve déjà au temps de Philippe-Auguste ; elle eut des quartiers réservés pour se bordeaux, devenus bientôt des repaires « de débauche et de pestilence » qui suscitaient chez les urbanistes de l'époque les mêmes préoccupations que les ilots insalubres de nos jours ; elle eut aussi des prostituées clandestines malgré les ordonnances répressives.

Pendant tout le Moyen-Age, la réglementation de la prostitution, de plus en plus adoucie, eut un caractère de police, fiscal et somptuaire.

C'est à la fin du xv^e siècle que les médecins s'occupèrent de la question pour la première fois. En 1493, la syphilis, importée probablement de l'Amérique, faisait son apparition dans l'ancien monde et les lansquenets l'apportèrent à Strasbourg en revenant des guerres d'Italie. L'affollement provoqué par cette « grosse vérole » fut énorme car les manifestations de la maladie étaient alors très graves, et la population ne se calma un peu que lorsqu'elle comprit le vrai processus de contamination. Des hôpitaux, dits particuliers, furent créés spécialement pour le nouveau genre de malades et la répression de la prostitution devint le principal moyen de la lutte antivénérienne. Pendant plus de deux siècles, jusqu'à la veille de la Révolution, les ordonnances les plus sévères se succédèrent presque tous les cinq ans. Citons surtout l'ordonnance royale de Colbert qui consacre à l'égard des prostituées le droit d'arrestation sans mandat et d'incarcération sans jugement, et l'ordonnance du lieutenant de police Lenoir (1778), qui constituent encore actuellement l'une des bases légales de la réglementation française. Par l'ordonnance de 1684, la Salpêtrière fut affectée à la détention des prostituées et, en 1775, Lenoir institua le traitement populaire et gratuit du mal vénérien.

Les débuts d'une véritable réglementation sanitaire datent de la Révolution, dont les idées ont peut-être été influencées à cet égard par Restif de la Bretonne, le premier littérateur qui ait étudié le problème social qui nous occupe (1780). En 1791,

tous les anciens règlements sont abolis, en même temps que la lieutenance générale de police, et la prostitution tombe sous le ressort de la police correctionnelle. Mais l'an VIII, la préfecture de police est créée et le service des mœurs est réorganisé, sur la base de la réglementation, en 1802. L'assistance hospitalière organisée par la Révolution aboutit sous l'Empire au Dispensaire de salubrité (1810). Enfin, en 1811, l'ordonnance de Pasquier constitue un effort considérable d'assainissement des quartiers réservés et des maisons de tolérance. Sous la Restauration, l'œuvre de Pasquier fut continuée par le Comte Anglès, Delavau et Debelleyme qui obtinrent l'abolition de la taxe frappant les prostituées.

L'aspect actuel du problème, tel qu'il commence à se dessiner depuis la deuxième moitié du xix^e siècle, est dominé par la controverse entre réglementaristes et abolitionnistes. Les premiers, se plaçant surtout à un point de vue social, considèrent que la prostitution est un mal nécessaire et fatal, inhérent à toute société humaine, dont il s'agit de limiter seulement les dangers de contamination vénérienne et d'incitation à la débauche par une réglementation appropriée. L'abolitionnisme, mouvement créé aux environs de 1870 par un certain nombre de philanthropes (Joséphine Butler, Stansfeld, Yves Guyot, etc...), se place surtout à un point de vue moral et considère toute réglementation comme un leurre et une iniquité ; il exige l'abolition de la police des mœurs et des maisons de tolérance et propose de combattre la prostitution par le relèvement de la prostituée.

Notons que le problème ne se présente de cette façon que dans les pays de civilisation chrétienne. Comme nous l'avons dit, au Japon, en Chine, dans l'Inde et dans de nombreux autres pays plus ou moins civilisés, la prostituée est loin d'être une créature rejetée au ban de la société. Cette conception se rapprochant beaucoup de celle de Grecs de l'Antiquité, n'est nullement incompatible avec une surveillance sanitaire étroite, ainsi que le montre l'exemple du Japon.

Les grandes difficultés du problème de la prostitution, tel qu'il se présente dans les pays occidentaux, consiste en la position sociale exceptionnelle des prostituées et dans la nécessité de leur surveillance sanitaire. Nous verrons plus loin que le problème social et le problème médical se posent très différemment et que, néanmoins, il est impossible de les dissocier complètement. La prostitution constitue actuellement un problème médico-social et elle doit être envisagée comme tel, sous peine de commettre des erreurs théoriques et pratiques extrêmement graves.

LES CAUSES DE LA PROSTITUTION

Comme tous les phénomènes sociaux, la prostitution a des bases extrêmement complexes. Il serait aussi inexact de l'attribuer à des causes uniquement individuelles qu'à des causes purement sociales. Nous avons tenté une étude analytique de ces facteurs que nous avons divisés schématiquement de la façon suivante : facteurs démographiques, sociaux, économiques et individuels. Nous allons étudier ces facteurs les uns après les autres.



L'influence de la répartition démographique sur le développement de la prostitution est peut-être bien plus importante qu'on ne le croit habituellement. Il y a d'abord un facteur d'ordre général, l'existence d'un excédent de population féminine, que l'on constate d'une manière naturelle dans tous les pays, dès la naissance. En France, par exemple, il naît environ 97 hommes pour 100 femmes. Cette disproportion ne fait que s'accroître par la suite, à cause d'une plus forte mortalité de la population masculine par rapport à la population féminine. De plus, cette disproportion naturelle s'aggrave d'une façon énorme à la suite de certains facteurs accidentels, comme la guerre, dont tout le monde connaît l'importance.

A côté de ce facteur d'ordre général, il y a un facteur démographique à influence locale et agissant en sens contraire. C'est la présence d'un excédent masculin, relatif ou absolu, dans les sièges de garnisons, dans les cités industrielles, dans les centres universitaires, dans les comptoirs coloniaux, etc. Cet excédent masculin est provoqué par les déplacements temporaires d'hommes surtout jeunes, et ceci est très important, mais il est permanent par le renouvellement continu des cadres.

Parmi les facteurs sociaux, notons en premier lieu l'usage des mariages tardifs, qui se répand de plus en plus dans les sociétés modernes au fur et à mesure que les difficultés de la vie deviennent plus grandes. Ainsi, une partie importante de la population adulte se trouve devant le problème du célibat. Certains moralistes voient la solution de ce problème dans l'abstinence absolue. Mais plus nombreux sont ceux qui, tout en reconnaissant parfois le sublime de la pureté, considèrent que c'est là un idéal difficilement accessible aux grandes masses et cherchent une dérivation aux désirs inassouvis dans ce qu'ils considèrent comme un mal nécessaire et fatal. Ainsi naît la demande de la prostitution.

Il est un groupe important d'individus dont l'existence vient encore renforcer ces conditions déjà propices au développement de la prostitution. Ce sont d'abord les contractants, plus rares aujourd'hui qu'autrefois, des mariages dits de raison, pour lesquels l'adultère est un corrolaire implicite de ce genre d'obligations. D'une manière générale, ce sont les époux chez lesquels, par la déception, la fatigue,

l'immoralité ou tout autre cause, l'amour a disparu. Ces derniers sont d'autant plus nombreux que l'atmosphère morale trouble de certaines époques de l'histoire semble leur donner une approbation tacite. Le relâchement des mœurs est en effet l'une des grandes causes favorisantes de la prostitution. Nous ne ferons que mentionner les pervers et les vicieux, parce qu'ils ne constituent en réalité qu'une minorité négligeable dans la question qui nous préoccupe.

Sur ce terrain complexe, s'observent deux phénomènes sociaux décisifs dans la préparation de la prostitution, la séduction et le proxénétisme. Pour bien saisir l'importance du premier phénomène, il faut considérer qu'à l'origine de la plupart des cas de prostitution il y a une séduction, sans compter les cas nombreux où la femme séduite s'est ressaisie par la suite et a continué une vie honorable. Chose curieuse, l'usage de la séduction provient justement de la répugnance qu'éprouvent certains jeunes gens pour les milieux prostitués. Or, le plus souvent, le séducteur est le complice, involontaire peut-être, mais complice du proxénète auquel il prépare la voie. Nous ne pouvons nous empêcher d'ajouter, quoique cette remarque soit peut-être en dehors du cadre de notre thèse, que le raisonnement qu'invoquent habituellement ces jeunes gens : « si ce n'est pas moi, ce serait un autre » est spécieux, pour le moins discutable, et que, de toute façon, il vaut toujours mieux laisser le proxénète professionnel à sa besogne et à sa responsabilité.

Le séducteur agit sous l'empire de ses appétits pécuniaires, le ou la proxénète agissent dans un esprit de lucre, ils pratiquent un trafic. Comme tel,

le proxénétisme est régi par les lois économiques de tout commerce, notamment par la loi de l'offre et de la demande. La demande, nous l'avons vu, existe, et le proxénète se contentera de l'amplifier par toute sorte de moyens, sur lesquels nous n'insisterons pas. De cette façon, le proxénétisme constitue un grand danger de provocation à la débauche. Mais le proxénète organise surtout l'offre, en recrutant les prostituées. Comme tout commerce, le proxénétisme a sa hiérarchie, ses degrés, ses catégories (traitants de femmes, tenanciers de maisons, racoleurs, etc.). Mais le type le plus répandu de proxénète est celui qui joue le rôle de protecteur personnel, d'impresario, pour ainsi dire. Nous pouvons dire que, sauf de rares exceptions, il n'y a pas de prostituée qui n'ait son protecteur, et cette constatation, par sa généralité même, appelle nécessairement des réflexions, que nous exposerons plus loin.

Parmi les facteurs économiques, la misère est sans doute le plus important, soit la misère habituelle, soit la misère temporaire due au chômage. En effet, les prostituées se recrutent principalement dans les classes pauvres de la population. Cependant, sans nier son importance, il est indispensable d'en discuter la portée exacte. La misère familiale, la dure loi du travail qui empêche les parents de consacrer trop de leur temps à l'éducation des enfants, une certaine promiscuité qui existe fatalement dans les logis trop étroits, etc. ; cette misère peut constituer pour la jeune fille une cause favorisante de la prostitution. Mais à elle seule, elle ne suffit pas pour nous expliquer le phénomène, car toutes les femmes miséreuses ne deviennent pas des prostituées, bien loin de là. Si la créature qui

livre son corps pour apaiser sa faim ou celle de ses enfants nous inspire la plus profonde commisération, il faut reconnaître qu'un cas pareil est heureusement exceptionnel. Lorsqu'il se produit, ce n'est ordinairement que d'une manière transitoire. Tout autre est le rôle du facteur économique dans la production de la prostitution.

Dans ce chapitre, nous avons délibérément évité de produire des statistiques, malgré l'autorité indiscutable de la plupart de leurs auteurs. Mais lorsque, sur un sujet si complexe, ces statistiques sont établies à la suite d'une enquête parmi les prostituées, sur les causes qui les ont déterminées à embrasser leur métier, les réponses ne peuvent valoir que ce que vaut la perspicacité des prostituées, et elles sont au moins sujettes à caution. Plus intéressantes sont les enquêtes sur des données objectives. Voilà, par exemple, deux statistiques de Fedorowski, en U. R. S. S.

Prostituées connaissant un métier.....	29,38 %
Prostituées sans connaissances spéciales	70,62 %

Prostituées ayant travaillé avant	23,73 %
Prostituées n'ayant jamais travaillé	76,26 %

Ces chiffres mettent la question dans sa vraie lumière : si misère il y a, cette misère est parfaitement explicable. Mais le plus souvent, il ne s'agit même pas de misère, il s'agit seulement de pauvreté, et cette distinction est capitale. Ce sont des besoins dépassant ses moyens, tranchons le mot, ce

sont des besoins de luxe qui poussent la prostituée vers la vie facile, même si ce luxe est relativement peu de chose, un chapeau ou un ruban. Ces constatations nous amènent à parler des facteurs individuels de la prostitution, de la prostituée elle-même. De ce que nous venons de dire, retenons que la pauvreté, dans une certaine mesure, peut agir comme cause occasionnelle de la prostitution.

Beaucoup de philanthropes veulent voir dans la prostituée une femme comme toutes les femmes, malgré sa déchéance. Sans vouloir jeter de pierre, nous considérons que, en jugeant objectivement la prostituée, *inter homines dico*, cette appréciation semble complètement erronée. Normalement, la vie génésique de la femme est régie par trois instincts, qui caractérisent précisément sa féminité : l'instinct de la pudeur, l'instinct de la monogamie et l'instinct maternel. L'absence, la perversion ou l'abandon de ces instincts établissent entre la femme normale et la prostituée un abîme, explicable, regrettable, excusable si l'on veut, mais un abîme. Pour procéder efficacement à une œuvre de relèvement, rien ne sert de brouiller les valeurs ; il est plus profitable de considérer la prostituée telle qu'elle est.

Cette absence des instincts féminins est-elle innée ou acquise ? Neisser, Ferrigani, Strœhmberg, Ferrero, Tarnowsky et Lombroso représentaient la prostitution comme la forme de la criminalité de la femme : c'est la théorie de la prostituée-née, qui se base principalement sur un certain nombre de traits physiques, discutables, de dégénérescence. Selon la théorie contraire, la prostituée serait l'œuvre de la prostitution. A notre avis, les deux opinions sont

également excessives et en réalité la prostituée présente un terrain psychique spécial sur lequel viennent se surajouter des caractères acquis. Ce terrain spécial permet de classer les prostituées non pas parmi les perverses sexuelles, les nymphomanes constituant une infime minorité parmi elles (5,65 % suivant Fedorowski), mais dans un groupe spécial de perverses du caractère.

La prostituée se montre avant tout comme une inadaptée sociale. Elle s'engage dans la prostitution pour réaliser quelques naïfs désirs de coquetterie, de vanité, en somme assez compréhensibles chez une femme, mais qu'il serait presque toujours possible de réaliser par les gains du travail, en tous cas disproportionnés avec le sacrifice consenti. D'ailleurs, il est bien rare que ces désirs aient une forme bien précise, bien définie, mais ils se réduisent le plus souvent à quelques vagues images de fortune, de grandeur, d'envie suscitée parmi ses connaissances, etc. Elle est également, le plus souvent, inconsciente de la gravité de son geste et même plus tard, malgré la réalité décevante, elle n'arrive à un regret que si elle souffre dans son corps ou dans sa vanité. Lorsqu'elle arrive à gagner l'argent pour lequel elle s'était apparemment vendue, elle le prodigue en futilités et surtout à un protecteur qui la maltraite, l'exploite, mais auquel elle s'attache avec un dévouement aveugle, digne d'une cause plus noble. Cet attachement nous paraît une véritable perversion de tous les sentiments d'épouse et de mère. La prostituée est très suggestible, se laissant facilement entraîner vers le mal, et parfois vers le bien, mais hélas souvent d'une manière peu durable. Avec cela, bavarde, papotière, gourmande, va-

niteuse, paresseuse, veule, insouciant, superstitieuse, prodigue, futile, instable, fantasque, riant pour la moindre des choses, prompt aux colères vite oubliées, gardant en somme assez bon cœur, et plutôt amoral qu'immoral ; en un mot, puérile. Cette infériorité morale explique aussi les ravages que font parmi les prostituées l'alcoolisme, le tabagisme, la morphinomanie, la cocaïnomanie, etc. Tous les troubles que nous venons d'énumérer se rapportent uniquement au caractère, et l'intelligence ne diffère nullement de celle de la population moyenne. Paul Boncour fournit les chiffres suivants au point de vue du niveau intellectuel des prostituées : bien douées 3 %, normales 22 %, d'intelligence médiocre 52 %, débiles 12 %. L'instruction des prostituées peut être même assez poussée, et Fedorowski trouve : illettrées 15,82 %, peu lettrées 37,85 %, instruction inférieure 33,90 %, instruction moyenne 12,43 %, et cela en U.R.S.S., où l'analphabétisme n'est pas encore liquidé.

Ainsi conformée, la prostituée est incapable de se plier aux dures exigences de la vie, et incapable également de se diriger par ses propres moyens. Entre les conseils paternels et les fallacieuses promesses du proxénète, elle aura vite fait son choix, surtout si elle a été préalablement séduite. La tâche du proxénète est d'autant plus aisée qu'il est lui-même le plus souvent un instable et un pervers moral qui s'adapte à merveille à son triste rôle. Si l'attachement de la prostituée pour son protecteur nous paraît monstrueux, n'oublions pas qu'il y a là une perversion de sentiments normaux et impérieux, une adaptation à une mentalité morale pathologique et, abolitionnistes ou réglementaristes,

demandons-nous si une prostitution sans proxénétisme, au moins sous cette forme, est réellement possible.

Le tableau que nous venons de brosser ne représente dans ses traits généraux, que la prostituée typique, celle qui nous intéresse le plus dans notre étude. A côté d'elle, il y a certes d'autres prostituées, mais celles-là, très adroites, sachant ce qu'elles veulent, prenant leurs précautions sociales aussi bien qu'hygiéniques, ne constituent que difficilement un sujet de médecine sociale. Leur importance numérique est d'ailleurs restreinte.

Telles sont les données du problème.

Pour conclure, des conditions démographiques et sociales créent une demande que remplit une catégorie spéciale de femmes, des perverses morales, dirigées vers la prostitution par leur infériorité morale et surtout par des intermédiaires intéressés ; la pauvreté pouvant agir comme cause occasionnelle.

LA REGLEMENTATION DE LA PROSTITUTION

Il serait tout à fait erroné de croire que l'idée de la réglementation de la prostitution est une chose nouvelle et qu'elle ne date que de l'étude scientifique de la question. En réalité, comme le dit très justement Liberato, « la prostitution est née réglementée ». Dès l'époque où il n'existait qu'une prostitution primitive, sous ses formes religieuses ou laïque, celle-ci était soumise à des règles extrêmement strictes. On sait qu'encore actuellement, dans les sociétés primitives, la vie sexuelle est parmi les faits qui sont le plus nettement définis par les lois, les traditions et les coutumes. Dans bien des cas, transgresser les règles équivaut à un arrêt de mort.

D'ailleurs, les documents historiques montrent, comme on l'a vu plus haut, que la prostitution non réglementée est apparue secondairement, à partir du moment où la situation sociale des prostituées subissant une baisse marquée, l'Etat s'en est désintéressé.

Les premiers mobiles de la réglementation étaient d'ordre moral (négligeons dans notre étude la préoccupation fiscale), et l'idée véritablement moderne est constituée par l'intervention sanitaire. On a vu que la réglementation sanitaire ne date que de la fin du xv^e siècle. Depuis cette époque, l'importance hygiénique de la réglementation n'a cessé de s'accroître aux dépens de son importance

morale. Nous verrons cependant que tout récemment le point de vue moral est intervenu avec beaucoup de vigueur et que ses partisans se mesurent dans maintes discussions avec ceux du point de vue médical.

Telle qu'on l'envisage actuellement, la réglementation de la prostitution se base sur plusieurs principes que nous allons exposer successivement. Le premier principe est que la prostitution existe et que dans l'état actuel du problème, il est impossible de la supprimer. En effet, il existe un grand nombre d'adultes vivant, d'une manière obligatoire ou volontaire, temporaire ou définitive, en dehors du mariage ; comme pour la plupart de ces individus la pratique morale de la chasteté est inaccessible, la prostitution peut et doit servir de dérivatif aux désirs inassouvis, pour empêcher des maux plus grands. C'est la théorie du mal nécessaire, dont nous avons parlé et qui est si bien résumée par Saint Augustin dans une phrase pittoresque : « les prostituées sont dans une cité ce qu'est un cloaque dans un palais : supprimez le cloaque, le palais deviendra un lieu malpropre et infect ». La prostituée aurait ainsi un rôle important pour la salubrité morale de la société :

...le destin nous a faites
Pour garder le ménage et les femmes honnêtes.
(Barbier. Iambes et Poèmes.
Minotaure.)

Mais, si l'on est obligé de tenir compte de la réalité, il faut au moins s'efforcer de l'empêcher de nuire, et c'est là le deuxième principe de la régle-

mentation. La prostitution présente des dangers d'ordre médical, la propagation des maladies vénériennes, et d'ordre social, la perversion des mœurs ; subsidiairement, le trafic qui s'institue autour de la prostitution. Nous ne discuterons pas ici le danger que constitue la propagation des maladies vénériennes. C'est qu'au delà de l'individu responsable, la femme souffre et la famille. Il suffit de citer les seuls noms de salpingo-ovarite, d'ophtalmie purulente des nouveau-nés, d'hérédosyphilis, de stérilité, pour comprendre que les maladies vénériennes, par la dégénérescence et la dénatalité qu'elles provoquent, constituent un fléau national. Or, le danger de propagation de ces maladies par la prostitution, tolérée ou clandestine, est réel et considérable, quoiqu'en disent certains auteurs, le plus souvent étrangers à la médecine. Une prostituée, obligée qu'elle est de se livrer journellement à des dizaines d'inconnus, risque presque à coup sûr de finir par s'infecter et de devenir ainsi un centre de contamination menaçant la population entière.

Le danger de perversion des mœurs consiste principalement dans la provocation à la débauche. Plus encore que des prostituées, la provocation est le fait des proxénètes qui obéissent à deux mobiles, l'augmentation de la clientèle et le recrutement des prostituées. Si l'on peut admettre que la prostitution répond à des besoins, discutables peut-être, mais certainement impérieux, il est inadmissible qu'elle provoque elle-même ces besoins et qu'elle sape ainsi les bases morales de la société. Il faut réagir d'autant plus que les victimes habituelles de cette provocation sont les faibles de caractère et les mineurs. Or, les prostituées et surtout les personnes louches

qui agissent dans leur ombre, obéissant uniquement à leur intérêt de lucre, ne reculent devant aucun moyen pour augmenter leurs bénéfices. Quant au recrutement des prostituées, le mal serait minime s'il s'adressait uniquement aux femmes qui se livrent de leur propre gré. Malheureusement, le plus souvent, les proxénètes s'attaquent aux mineures qui, par leur jeune âge, constituent une « marchandise » de choix et surtout offrent une moindre résistance à leurs agissements criminels.

La prostitution correspond à une nécessité sociale, la prostitution comporte un danger médical et moral ; il est impossible de la supprimer, il faut au moins en limiter les ravages, tels sont les deux premiers termes du problème. A qui en confier la solution ? A l'Etat, qui a la garde de la santé et de l'ordre publics, répond le troisième principe de la doctrine réglementariste. A cet effet, les états réglementaristes appliquent aux prostituées une série de mesures, variables avec les circonstances particulières à chaque pays, mais se réduisant habituellement à trois pratiques : l'inscription, volontaire ou obligatoire, des prostituées (mise en carte) ; leur surveillance médicale périodique ; l'observation par elles d'un règlement de police institué ad hoc.

A titre d'exemple nous exposerons succinctement la réglementation à Paris, où la prostitution dépend de la police des mœurs de la Préfecture de Police. La police des mœurs prend son autorité des ordonnances royales de 1684, de 1713 et de 1778, émises par l'ancienne lieutenance générale de Police, et cela en vertu de l'art. 484 du Code pénal :

« Dans toutes les matières qui n'ont pas été réglées par le présent code et qui sont régies par

des lois et règlements particuliers, les cours et tribunaux continueront de les observer. »

En effet, la législation française n'a pas sanctionné la prostitution comme un délit. Mais il importe de préciser le point suivant : « La police n'autorise pas la prostitution ; elle la surveille et se donne tous les moyens possibles de rendre cette surveillance efficace » (Delavau, 1823).

Cela étant donné, « toute femme qui se livre notoirement à la prostitution publique est réputée fille publique et enregistrée comme telle, soit sur sa demande, soit d'office. La mesure d'enregistrement consiste dans l'inscription sur un registre particulier destiné à cet usage... Avant l'enregistrement, il lui est donné connaissance des règlements concernant les filles publiques.

« L'enregistrement est presque toujours volontaire : on n'y procède d'office qu'à l'égard du petit nombre de femmes qui, livrées manifestement à la débauche, déjà arrêtées plusieurs fois pour fait de prostitution ou atteintes de maladies contagieuses, refusent de se soumettre à des mesures auxquelles il est du devoir de l'autorité de les assujettir dans l'intérêt de l'ordre et de la santé publique. » (Note administrative de 1864).

Les règlements dont parle cette note sont des mesures d'ordre sanitaire et de police, et la première est la plus importante : « Les filles publiques en carte sont tenues de se présenter une fois au moins tous les quinze jours au dispensaire de salubrité pour être visitées. »

La transgression des obligations de ces règlements entraîne comme sanction l'envoi à la prison

de Saint-Lazare pour une période de quatre à quinze jours au maximum.

La radiation des contrôles et le retrait de la carte peuvent toujours être prononcés sur la demande des intéressées quand il est prouvé qu'elles ne tirent plus leurs moyens d'existence de la prostitution.

La réglementation se complète par des mesures concernant les maisons de tolérance, les maisons de rendez-vous qui tendent, depuis les ordonnances de Lépine, à supplanter les premières, les hôtels garnis et les débits de boisson. La prostitution des mineures, le proxénétisme et la prostitution masculine tombent sous le coup de lois pénales sur lesquelles nous n'avons pas à insister.

Les villes de province sont régies, en leur grande majorité, par des réglementations analogues, sauf quelques-unes qui, gagnées aux doctrines abolitionnistes et dont nous parlerons tout à l'heure, interdisent la prostitution.

Les réglementaristes apportent comme résultats quelques faits démonstratifs. Il est à peu près démontré, par exemple, que les maisons closes constituent les endroits les moins dangereux au point de vue de la contagion vénérienne, et nous citerons à ce sujet une statistique de P. Périn, concernant des hommes syphilitiques soignés à l'hôpital Saint-Louis pendant les années 1926, 1927 et 1928. Les chiffres sont exprimés en pourcentage de cas de syphilis masculine soignée aux consultations de l'hôpital.

	Syphilis contractées en		
	1926	1927	1928
Avec des prostituées de maison.....	3	6	9
Avec des prostituées racolant dans la rue ou dans les lieux publics.....	56	54	58
Avec des bonnes de restaurants, des domestiques	11	6	7
Avec des ouvrières d'usine	6	6	5
Avec des amies	10	10	9
Avec des femmes légitimes	3	2	1
Avec des femmes mariées non légi- times	3	2	1
Cas divers	17	12	7

LA DOCTRINE ABOLITIONNISTE

Pas plus que la réglementation, l'abolition n'est une idée nouvelle. Nous avons vu que la loi mosaïque était formelle à ce sujet et que dès les premiers temps du Bas-Empire, la diffusion du christianisme dans les grandes masses romaines amena une transformation profonde des conceptions morales du monde antique. Si, avec l'apparition de la syphilis, le côté hygiénique de la question prédomine depuis quelques siècles, la préoccupation morale, même latente, a continué toujours d'influer sur les mesures prises contre la prostitution.

Le mouvement abolitionniste, tel qu'il existe actuellement, est né en Angleterre il y a une soixantaine d'années, sous l'impulsion d'un groupe de piétistes protestants, dont Joséphine Butler. Il est intéressant de noter aussi que, dès le premier moment, l'abolition constitua un point du programme féministe. Sous ce double parrainage, et à l'encontre du réglementarisme, le mouvement abolitionniste s'inspire principalement de raisons d'ordre moral, que nous allons passer en revue.

L'Etat, en légalisant, ou tout simplement en tolérant la prostitution, commet un acte scandaleux et immoral que, d'un terme fort, on pourrait appeler du proxénétisme officiel. « Immoral, parce que, délivrer une patente qui semble équivaloir à l'autorisation de faire un métier, c'est créer chez ceux

et chez celles qui l'exercent cet état d'esprit, dont la société devient responsable, et qui consiste à regarder comme régulière et normale, de toutes les professions, la plus honteuse et la plus immorale : l'Administration paraît ainsi se faire la pourvoyeuse, pour tous les débauchés, de la matière dont ils ont besoin pour leurs plaisirs. » (Saleilles). L'Etat n'a pas à intervenir dans la prostitution, même si c'est pour défendre ses victimes contre le danger des maladies vénériennes, et nous citons à ce sujet une opinion assez ancienne que les abolitionnistes actuels paraissent avoir abandonnée. « Si l'art médical parvenait à lever la punition infligée par la nature à l'homme vicieux, cette découverte serait antisociale et démoralisante, car elle créerait une syphilisation morale pire encore que la syphilis du corps. » (Scheven.)

Le système de la réglementation met la femme en carte définitivement au ban de la société. Une fois inscrite sur les registres de la police des mœurs, la prostituée est perdue pour toujours et ne pourra plus jamais reprendre sa place dans la société ; elle restera éternellement la fille « soumise » dans la pire acception du terme. Prise dans l'engrenage de la prostitution, elle devient la chose publique, et surtout la chose de ses exploiters, car la plupart des systèmes de réglementation ne prévoient aucune mesure de protection de la prostituée contre les tenanciers, les souteneurs, les clients malades, pervers, etc. La condition de cette malheureuse est ainsi des plus lamentables : une vie abrutissante, un travail immonde sans répit ni loisir, de jour et de nuit, une nourriture insuffisante, l'alcoo-

lisme imposé, et derrière tout cela, l'exploiteur, que l'Etat tolère, autorise. « Un homme est là... qui mange gras, qui fume fin, boit du meilleur, se goberge, veille âprement au gain, moleste, commande, punit souvent, frappe parfois ! Un homme est là qui vit de la peau des filles ! » (Turot). La prostituée finit sa triste vie presque toujours à la fleur de l'âge, et presque toujours sur un lit d'hôpital. Or, cette créature humaine, malgré sa déchéance, a droit à la pitié.

Le système de la réglementation est inique et consacre une grande injustice sociale, dernier vestige de la loi du plus fort, l'infériorité de la femme. « Il est fondé sur le principe de la double morale, admettant la théorie du mal nécessaire et faisant peser sur la femme seule les conséquences d'un acte commis à deux, pourchassant et emprisonnant une femme malade, quand l'homme qui l'a contaminée reste libre de semer partout la contagion. »

Par cette iniquité, le système de la réglementation devient inefficace. La propagation des maladies vénériennes est le fait de l'homme aussi bien que celui de la femme. Soumettre quelques pauvres filles à des examens médicaux espacés, pratiqués trop souvent dans de mauvaises conditions, alors que le mal se promène libre avec tous les hommes infectés, avec toutes les femmes qui ne sont pas en carte, avec toutes les prostituées clandestines contre lesquelles l'Administration ne peut rien, quelle dérision. Quelle garantie offre une surveillance sanitaire qui ignore la maladie entre les visites et avant l'apparition des premiers symptômes, qui risque de l'ignorer si la prostituée les masque par un de ces artifices dont les tenanciers connaissent tant de re-

cettes où si, plus simplement, elle élude la visite par la fuite ? Au contraire, par la fausse sécurité que donne la surveillance de l'Etat aux maisons de tolérance, celles-ci deviennent un danger bien plus grand que la prostitution clandestine devant laquelle les hommes, se méfiant, prennent au moins leurs précautions.

Quant au danger moral, l'incitation à la débauche, le système de la réglementation aboutit justement aux résultats qu'elle voulait éviter. « La maison de tolérance est une école publique de dépravation. Par les facilités qu'elle offre, elle provoque le besoin qu'elle prétend satisfaire. Son existence même est une véritable contreéducation qui bat en brèche tous les efforts faits par la famille, par l'école, pour donner à la jeunesse le respect d'elle-même et le respect d'autrui. » (Ringuier.) Ce qui est pire, la tolérance accordée par l'Etat à la prostitution crée dans la population un préjugé en faveur du vice, et les parents le tolèrent dans la même mesure que l'Etat. Enfin, il est certain que la maison de tolérance constitue un centre d'attraction pour tous les hors-la-loi, et autour d'elle gravitent vagabonds, voleurs, marchands de stupéfiants, criminels de toute espèce, et surtout les traitants de femmes qui y trouvent un entrepôt légal.

Et pour aboutir à ces résultats — si décevants — le système de la réglementation est obligé d'employer des agents que rien n'a préparé à une tâche difficile entre toutes : celle de manier des âmes déchues, au bord du vice ou déjà enlisées, chez lesquelles la moindre injustice brutale ne peut faire qu'empirer le mal. Et les abolitionnistes ne se gardent pas de souligner toutes les maladresses, toutes

les fautes, tous les abus dont la police des mœurs a pu se rendre coupable. Allant plus loin, ils contestent à la police des mœurs toute autorité légale, du moins dans ses mesures de répression, et lui nient le droit d'arrêter les prostituées sans mandat et de les détenir sans jugement. Par ces mesures, ne jouissant même plus du droit élémentaire de la liberté individuelle, la prostituée se trouve dans une situation plus misérable qu'une esclave du monde antique.

Toute cette partie du programme est négative, en ce sens qu'elle exige l'abolition de la réglementation comme immorale, inique, inefficace et même criminelle par la situation qu'elle crée à la prostituée. Or, l'abolitionnisme présente aussi un programme constructif qui s'inspire justement de ce souci profondément respectable : la prostituée est une femme déchue et il faut la relever.

Il faut d'abord abolir la réglementation, premier obstacle à ce relèvement ; il faut fermer les maisons de tolérance ; il faut intensifier la lutte contre tous les exploiters, souteneurs, traitants de femmes, etc., en la transportant, pour plus d'efficacité, sur le plan international ; la surveillance sanitaire obligatoire doit faire place à l'éducation sanitaire de la population dans son entier ; la responsabilité de la contamination vénérienne doit être partagée par les deux sexes ; enfin, la police des mœurs doit être remplacée par une organisation d'assistance sociale, dont les membres auraient reçu au préalable une instruction appropriée à cette fin. Par le relèvement de la prostituée, tous les maux inhérents à la prostitution s'atténueront et finiront par disparaître.

L'abolition de la réglementation fut effectuée en Angleterre, dès 1886, après des luttes passionnées. D'autres pays la suivirent. En France, depuis la guerre, les idées abolitionnistes amenèrent Strasbourg, Colmar, Mulhouse, Nancy, Chaulnes, Oyonnax, Grenoble, à fermer leurs maisons de tolérance (1). A la suite de ces expériences les abolitionnistes aussi apportent des statistiques qu'ils opposent à celles des réglementaristes. Nous en citerons quelque chiffres fournis par le gouvernement britannique à la Commission consultative de la Traite des Femmes à la Société des Nations.

Nombre des soldats admis chaque année dans les hôpitaux du Royaume-Uni pour maladies vénériennes de toutes catégories (par 1.000).

Epoque de réglementation		Epoque d'abolition	
1860.....	309	1890.....	212
1865.....	241	1895.....	173
1870.....	201	1900.....	93
1875.....	139	1905.....	90
1880.....	245	1910.....	65
1885.....	275	1920.....	48

(1) Nous venons d'apprendre que la commune de Fontainebleau vient d'interdire les maisons de tolérance sur son territoire.

DISCUSSION

DES DOCTRINES REGLEMENTARISTE ET ABOLITIONNISTE

Dans les deux chapitres précédents, nous avons exposé aussi objectivement que possible la thèse réglementariste et la thèse abolitionniste. Nous avons vu que, partant de préoccupations différentes, ces deux thèses s'opposent sur presque tous les points. Devant cette opposition et pour pouvoir se faire une opinion, il est indispensable de reprendre tous les éléments du problème et de les discuter à nouveau, en tenant compte cette fois de ce qui, dans nos soucis de morale, de justice, d'ordre et de santé, est réalisable et de ce qui ne l'est pas, du moins dans les conditions actuelles de notre société.

Un premier point oppose réglementaristes et abolitionnistes : la prostitution est un phénomène inhérent à toute société humaine, elle répond à des besoins qui dépassent le rôle et les moyens du législateur et que par conséquent celui-ci est obligé d'accepter tels quels, disent les premiers ; la prostitution est immorale et antisociale, disent les seconds, elle sape les bases de la famille et corrompt les mœurs, et le législateur doit la poursuivre en l'attaquant dans ses racines. C'est là un débat surtout d'ordre moral dans lequel nous n'aurions pas à intervenir s'il pouvait être résolu sans faire appel aux

causes profondes de la prostitution. Or, ces causes sont éminemment du ressort de la médecine et de la psychologie sociales. Elles se réduisent, comme nous l'avons vu, à deux facteurs essentiels, d'un côté l'existence d'un groupe important d'adultes voués au célibat, d'un autre côté l'existence d'une catégorie de femmes présentant des tares du caractère qui les mettent dans un état d'infériorité morale ; les autres facteurs n'interviennent qu'à titre accessoire, en favorisant ou en provoquant un état de choses créé par les deux premiers facteurs. Par conséquent, supprimer la prostitution reviendrait à supprimer le célibat et la prostituée.

Le célibat est un phénomène social qui dépend de facteurs multiples, et nous ne pensons pas que sa suppression soit facilement réalisable. Même en changeant les conditions économiques, légales, sociales, etc., du mariage, et cela n'est déjà pas si simple, il restera toujours un groupe très nombreux d'individus qui, pour une raison ou pour une autre, sera obligé de vivre en dehors de cette institution. Or, le système abolitionniste, en demandant la suppression de la prostitution, ne nous dit pas quelle solution il pense apporter à ce problème du célibat. La loi mosaïque, en interdisant la prostitution, voulait un peuple de saints et certains abolitionnistes, surtout ceux de la première heure, poursuivaient la même noble ambition. Malheureusement, l'abstinence sexuelle implique une discipline physique et morale dont n'est capable qu'une élite très restreinte, comme toutes les élites. Si la religion et la morale édictent des lois sur un plan idéal, le législateur est obligé de rester avant tout dans la réalité. « Les lois ne sont efficaces que lorsqu'elles sont en

rapport avec les mœurs », dit Montesquieu. En interdisant la prostitution, le problème subsisterait en entier pour la grande masse, ou plutôt il ne subsisterait pas, car celle-ci trouverait très vite des solutions qui ne différeraient de la prostitution que de nom, si elles n'étaient pires encore. Les exemples rapportés par les voyageurs de certains pays abolitionnistes sont à ce sujet concluants.

Le deuxième facteur, représenté par la prostituée, est le corollaire naturel du facteur de la demande. Peut-on supprimer la prostituée ? Le mouvement abolitionniste répond affirmativement et c'est là un des points de son programme qu'il défend avec le plus de vigueur. Malheureusement, il se base sur un principe erroné : la prostituée est une femme déchue et, par une action appropriée, on peut et on doit la relever à un niveau qui, hypothétiquement, était le sien. Or, nous avons vu que dans l'énorme majorité des cas, la prostituée est un être taré, une perverse morale et du caractère, et que par conséquent elle pose plutôt un problème de psychiatrie que d'œuvre sociale de relèvement. L. Faivre, par exemple, après une étude sur les prostituées mineures, arrive à cette conclusion pessimiste que celles qui ont dépassé 16 ans sont définitivement inamendables. Tout en acceptant que ce pessimisme est un peu excessif, tout en reconnaissant l'existence d'un certain nombre de cas où une ancienne prostituée a pu devenir une bonne épouse et une mère dévouée, il est certain que le plus souvent l'adaptation de la prostituée à la vie sociale est une œuvre des plus difficiles et des plus décevantes. En tous cas, elle exige une action commençant dès l'enfance, une action sur l'enfance perverse

et délictueuse. En attendant les résultats bienfaisants de cette action, il reste évident que tolérée ou interdite, la prostitution existera tant qu'il y aura des prostituées.

Nous n'insisterons pas beaucoup sur les facteurs accessoires de la prostitution, d'autant plus que les facteurs économiques et sociaux sont en dehors de notre compétence et que les facteurs criminels peuvent être réprimés efficacement par des lois qui existent déjà. Il est certain que tout effort pour relever les conditions matérielles des classes pauvres et pour assainir les mœurs de certains milieux; tout effort pour poursuivre les séducteurs et les proxénètes et pour combattre le débauchage des mineurs, par l'application intégrale et rigoureuse des lois, auront une influence heureuse sur la prostitution, en la réduisant aux limites imposées par la nature.

Ayant accepté la prostitution comme un phénomène naturel, du moins dans les conditions actuelles de la société, faut-il la réglementer ou l'abandonner à ses propres moyens ? A première vue, la première solution paraît s'imposer devant un état de choses si grave, qui comporte de si grands dangers pour la santé et la morale publiques, et qui abandonné à lui-même aurait trop tendance à envahir la cité. Mais les abolitionnistes s'élèvent contre la réglementation en la considérant comme immorale inefficace et inique. Nous allons discuter ces trois griefs.

La réglementation est immorale parce qu'elle sanctionne un trafic honteux. Les réglementaristes ont toujours protesté contre cette grave accusation

qui fausse leurs intentions. Jamais, dans aucun état moderne, la réglementation n'a autorisé la prostitution, mais s'est borné à tenir compte d'un fait qui existe en dehors de sa volonté et qu'elle n'avait pas le choix d'accepter ou de refuser. En allant plus loin on peut faire remarquer que les états abolitionnistes, tant qu'ils ne répriment pas comme un délit la prostitution en soi, et non pas seulement ses actes publics (racolage, scandale, etc.) adoptent pratiquement une attitude équivalente.

L'accusation d'immoralité a plus de valeur lorsqu'elle s'applique à l'autorisation donnée par l'administration aux maisons de tolérance, ce qui sanctionne, en plus de la prostitution, le proxénétisme. Nous acceptons volontiers que la fermeture des maisons de tolérance s'impose, d'autant plus que ces maisons constituent indubitablement un centre d'attraction pour le vice. Notons qu'à Paris, depuis les ordonnances de Lépine, ces maisons tendent à être remplacées par les maisons de rendez-vous. Nous aurions cependant à formuler quelques réflexions.

Quand nous avons étudié la psychologie de la prostituée, nous avons vu que celle-ci est une femme inadaptée à la vie sociale et incapable de vivre par ses propres moyens. Nous avons vu que presque sans exception, les prostituées s'appuient dans la vie sur un être de leur niveau. Malgré l'exploitation, malgré les mauvais traitements, lorsque la police touche à ce triste individu, la prostituée est seule à le défendre et à se dévouer à lui. Ce fait, qui tient à des raisons complexes d'une mentalité spéciale, est troublant. Ainsi, et même en dehors de

la maison de tolérance, nous sommes obligés de constater que derrière la prostituée il y a toujours un proxénète et que par la force des choses, nous devons considérer les deux phénomènes comme solidaires. Or, la maison de tolérance n'est qu'une forme de proxénétisme, une forme seulement plus évidente. La fermer, ne fait que déplacer le problème. Nous devons considérer aussi que la lutte contre le proxénétisme pose souvent le même problème de psychiatrie que la prostitution elle-même. Enfin, en tant que foyer de vice, nous devons constater que la maison de tolérance ne jouit pas seule de ce regrettable privilège. Libres ou en maison close, les prostituées choisissent spontanément des quartiers préférés, et tout le monde en connaît au moins de renommée quelques-uns à Paris.

Le système de la réglementation est inique, disent les abolitionnistes, car dans un acte accompli à deux, la femme seule est soumise à une règle et à ses sanctions. Or, il est évident que les mesures de surveillance administrative et sanitaire ne doivent s'appliquer, sous cette forme, qu'à la prostituée, qui seule constitue un danger pour la santé et la morale publiques. Si un groupe défini d'hommes présentait les mêmes dangers, nous exigerions pour eux une réglementation analogue. Considérée de ce point de vue de protection de la société, et non pas comme une mesure punitive, la réglementation ne constitue nullement une iniquité. Elle ne le deviendrait que si par ses dispositions, la prostituée était atteinte dans sa dignité humaine, dans ses intérêts ou dans sa liberté. Or, cela n'est pas si le règlement est respecté dans ses principes des deux côtés. La réglementa-

tion ne touche pas à la dignité de la prostituée, et son inscription ne fait que confirmer une situation de fait qu'elle ne crée pas ; elle ne lèse pas ses intérêts, ni son avenir, et si l'amendement de la prostituée est un fait rare, il faut en chercher la raison ailleurs ; elle ne touche pas à sa liberté tant que la prostituée ne s'est pas rendue coupable d'un délit caractérisé, et n'importe quelle personne encourrait les mêmes sanctions dans un cas semblable. Enfin, les abus que les abolitionnistes reprochent à certains agents qui appliquent la réglementation, outre qu'ils sont relativement rares et habituellement punis, ils n'enlèvent rien à la valeur du système. Nous limitant dans cette étude uniquement au point de vue médico-social de la question, nous laisserons aux juristes le soin de discuter si les sanctions punitives contre les prostituées sont de la compétence de la police des mœurs ou des tribunaux correctionnels, et nous attirerons seulement l'attention sur le fait que les prostituées étant des déficientes morales, bénéficieraient certainement d'un effort de réadaptation sociale, à côté des mesures de police.

Il reste l'accusation d'inefficacité de la réglementation à combattre les dangers de la prostitution, car la surveillance sanitaire ne peut être qu'espacée et superficielle et surtout elle ne s'applique qu'à un petit nombre de personnes, à l'exception des prostituées clandestines et des hommes. Remarquons cependant que malgré ses imperfections, il paraît établi par les statistiques que la réglementation donne de meilleurs résultats dans ce domaine que l'abolition. D'ailleurs les abolitionnistes fondent leur critique sur la mauvaise application d'un principe dont ils ne contestent pas la justesse. De cette

critique, nous concluons non pas à l'abolition du système, mais à sa réforme. Il s'agira de renforcer les moyens d'examen et de contrôle et de réprimer avec plus de sévérité la prostitution clandestine. Pour soulager un peu la tâche des services publics, nous considérons qu'il serait intéressant d'accorder aux prostituées le droit du libre choix du médecin, sous la réserve que le médecin surveillant engage sa responsabilité suivant les dispositions d'un règlement établi ad hoc. Enfin, il reste entendu que la surveillance sanitaire des prostituées n'est qu'un des moyens de la lutte antivénérienne et que toutes les mesures proposées à ce sujet par les abolitionnistes, et qui sont d'ailleurs déjà appliquées, gardent tout leur intérêt. Remarquons que la surveillance sanitaire se fait couramment dans l'armée et que personne n'a jamais songé à la trouver inutile et inefficace. Par la propagande et par l'éducation des masses, cette surveillance peut être étendue, volontairement, à un public de plus en plus large.

Par conséquent, les critiques des abolitionnistes sont injustifiées ou, en tous cas, n'atteignent pas le fond du système. Au contraire, si l'on abolissait la réglementation, quel serait le sort de la prostitution ? D'après les éléments de notre discussion, il est certain qu'elle ne disparaîtrait pas. Il y aurait seulement un épanouissement de la prostitution clandestine, probablement agrandie encore par l'adjonction d'un certain nombre de femmes que la crainte d'une mise en carte possible retient maintenant sur le bord du vice. Et de toute façon, abandonner le souci de la morale et de la santé publiques entre les mains de pauvres créatures incapables de régler leur propre vie, ne constitue guère la solu-

tion la plus heureuse de cette grave question. A moins que, comme cela arrive dans certains pays abolitionnistes, la surveillance ne s'effectue quand même, seulement par des moyens détournés.

Comme conclusion de cette discussion, nous considérons que le système de la réglementation est nettement supérieur à son abolition, sinon la réglementation classique, du moins une réglementation réformée.

Les réformes qui nous paraissent intéressantes seraient : la fermeture des maisons de tolérance ; la répression de la prostitution clandestine ; le renforcement de la surveillance sanitaire ; le droit pour la prostituée de choisir un médecin responsable ; l'institution de maisons, disposant d'un personnel compétent, où l'on tenterait de réadapter la prostituée à la vie sociale, pendant le temps où elle serait privée de sa liberté comme sanction punitive.

Le grand mérite du mouvement abolitionniste est d'avoir insisté sur le sort de la prostituée. Nous reprenons cette question après la discussion des deux thèses sur la prostitution, pour bien indiquer que, à notre avis, prostitution et prostituée constituent deux problèmes connexes, mais distincts. Dans le système réglementariste ou dans le système abolitionniste, la prostituée représente un être qui mérite une attention particulière. Au cours de cette étude, nous avons eu à plusieurs reprises à parler d'elle. Son inadaptabilité sociale, son infériorité morale la conduisent à une situation digne de pitié. Que peut-on faire pour elle ? Malgré notre scepticisme, nous sympathisons de tout cœur avec toutes les œuvres sociales de relèvement. Malheureuse-

ment, lorsqu'il s'agit de prostituées adultes, le mal est trop souvent irréparable. L'effort doit se porter, croyons-nous, surtout sur cette enfance délictueuse, chez laquelle les germes de la future immoralité percent déjà, effort consacré aux filles aussi bien qu'aux garçons, leurs futurs compagnons de honte et de corruption,

CONCLUSIONS

1° La prostitution est un phénomène social caractérisé par la pratique de l'acte sexuel en dehors du milieu familial, sans but procréateur, sans éprouver d'attrait personnel pour le partenaire et en vue d'obtenir un avantage quelconque, matériel ou moral.

2° Le problème de la prostitution est dominé actuellement par deux conceptions historiques différentes ; la conception helléno-romaine qui, en laïcisant la prostitution primitive sacrée, la considère comme un phénomène naturel et par conséquent indifférent à la morale ; la conception judéo-chrétienne qui l'interdit comme un péché et exige son extermination, en réservant seulement le problème de la prostituée, qui doit être relevée.

3° L'existence de la prostitution actuelle est commandée par une demande, représentée par le célibat dû à des facteurs démographiques et sociaux et subsidiairement par le vice dû au relâchement des mœurs ; par une offre, représentée par une catégorie spéciale de femmes, inadaptées sociales et perverses du caractère, préparées à la prostitution par la séduction, dirigées vers la prostitution par

leur déficience morale et surtout par des intermédiaires intéressés ; la pauvreté pouvant agir comme cause occasionnelle.

4° L'abolition de la prostitution ne peut être envisagée dans les conditions actuelles de notre société, le problème du célibat étant insoluble en dehors d'une abstinence sexuelle difficilement accessible aux masses, et le problème de la prostituée relevant d'une action psychiatrique de longue haleine, portant principalement sur l'enfance délictueuse. Il est possible seulement de réduire la prostitution à ses limites naturelles, en combattant le vice, la séduction, le proxénétisme et en relevant les conditions matérielles des classes pauvres.

5° La prostitution comporte des dangers graves pour la collectivité : la propagation des maladies vénériennes et la perversion des mœurs par la provocation à la débauche. Le souci de la santé et de la morale publiques ne pouvant être abandonné entre les mains des prostituées, à cause de leur déficience morale, l'administration doit intervenir par une réglementation appropriée.

6° Les critiques abolitionnistes dénonçant l'immoralité, l'iniquité et l'inefficacité du système de la réglementation sont injustifiées si elles s'adressent au principe même du système, qui est juste et rationnel ; elles sont valables seulement lorsqu'elles accusent son application défectueuse.

7° Le système de la réglementation peut être perfectionné et les mesures de réforme les plus intéressantes seraient : la fermeture des maisons de

tolérance ; la répression de la prostitution clandestine ; le renforcement de la surveillance sanitaire ; le droit pour la prostituée de choisir un médecin ayant engagé sa responsabilité devant l'administration ; le remplacement des sanctions punitives ou leur conjonction à des mesures de réadaptation sociale, confiées à un personnel compétent.

Vu : *Le Doyen,*

G. ROUSSY.

Vu : *Le Président,*

L. TANON.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	7
Esquisse historique	11
Les Causes de la prostitution	21
Le règlement de la prostitution	31
La doctrine abolitionniste	39
Discussion des doctrines réglementariste et abolitionniste	45
CONCLUSIONS	55
BIBLIOGRAPHIE	59

